SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 29 MAI 1901.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères chargée d'examiner le Projet de Loi approuvant la convention signée à Paris, le 4 avril 1900, entre la Belgique et la France, modifiant la délimitation de la frontière belge-française dans la section mitoyenne de la route de Dottignies à Roubaix et approuvant les cessions de territoire résultant de cette modification.

(Voir les n^{os} 16 et 162, session de 1900-1901, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Comte DE MÉRODE WESTERLOO, Président ; LEJEUNE VINCENT, Vice-Président ; le Baron DE FAVEREAU, DEVOS, DE MEESTER DE BETZENBROECK, D'ANDRIMONT et le Comte DE LIMBURG STIRUM, Rapporteur.

MESSIEURS,

La convention conclue le 5 avril 1900 entre la Belgique et la France a pour but de modifier dans une faible mesure la délimitation de la frontière des deux pays, telle qu'elle avait été établie par le traité de délimitation de 1820 ; cette limite suivait, entre la station actuelle d'Herseaux et le hameau du Petit-Audenarde, l'axe d'un chemin sinueux.

Le chemin, à la suite d'une entente internationale, a été redressé vers 1842 et déclaré route gouvernementale, mais à cette époque aucun arrangement n'avait été fait pour modifier la limite existante entre les deux pays.

Dans le but de remédier aux inconvénients qui résultaient de cet état de choses, les gouvernements belge et français ont envoyé sur les lieux une commission technique chargée d'y faire les études que réclamait la situation ; les instructions que la Commission avait reçues portaient que l'axe de la nouvelle route devait servir de limite-frontière.

(2)

La Commission, dans sa réunion du 7 février 1899, a arrêté les modifications qu'il y avait lieu d'apporter au procès-verbal de 1818 : elle a dressé le plan de la section moyenne de la route de Dottignies à Roubaix sur le territoire des communes de Herseaux et de Wattrelos. Les travaux de la Commission ont été approuvés par les deux gouvernements et consacrés par une convention signée le 4 avril 1900.

Les modifications introduites sont peu importantes : la Belgique cède à la France 185 mètres carrés et elle en reçoit 1,368 ; les parcelles échangées sont des terres en culture, elles ne comprennent aucune habitation.

L'article 3 du projet contient une disposition spéciale pour les constructions qui se trouvent à moins de 10 mètres de la frontière ; par dérogation à l'article 69 du traité de Courtrai du 28 mars 1820 et à la déclaration du 15 janvier 1886, elles pourront être conservées dans leur position actuelle jusqu'à leur reconstruction.

Votre Commission des Affaires étrangères a approuvé ce Projet de Loi et elle a l'honneur d'en proposer l'adoption au Sénat.

Le Rapporteur,
C^{te} DE LIMBURG STIRUM.

Le Président,
C^{te} DE MÉRODE WESTERLOO.